

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR
ARRETE

DIR	INFO	AVIS	COPIE	DEPL	ARCH
SPA					
DSV 22 Reçu le	12 JAN. 2001				N°
HA					
IC					

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
JLM

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1982 autorisant l'EARL DE LA GRANDE RUE sise à SAINT THELO au lieu-dit « la Grande Rue » à exploiter à cette adresse un élevage avicole de 65.000 animaux équivalents (65.000 places poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée par l'EARL DE LA GRANDE RUE sise à SAINT THELO au lieu-dit « la Grande Rue » en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse de 20.900 places d'animaux équivalents en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de GRACE UZEL (28 janvier 2000), SAINT HERVE (27 janvier 2000), SAINT THELO (12 janvier 2000), UZEL (18 janvier 2000) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile et de l'Equipement émis respectivement les 28 février 2000, 16 décembre 1999, 3 novembre 1999, 8 septembre 2000 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 9 octobre 2000 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 24 novembre 2000 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

1 - 1 - L'EARL DE LA GRANDE RUE, sise à SAINT THELO au lieu-dit « la Grande Rue » est autorisée à exploiter à cette adresse (section ZH N° 29) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage avicole de 85.900 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 85.900 poules pondeuses pour la production de l'oeuf de consommation,

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1-2 - Il est donné acte à l'EARL DE LA GRANDE RUE de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 850 tonnes par an (fientes déshydratées).

1-3 - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 2000 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après :

18 DEC. 2000

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières pour l'élevage avicole :

2-1 - Aménagement des bâtiments :

2-1-1 - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-2 - l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

2-3 - Prescriptions générales de sécurité :

2-3-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-3-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-3-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-3-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-3-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-4 – Autre :

2-4-1 – Les parcelles, commune d'UZEL section ZH n° 46 et 50, exploitées par M. TILLY Jean, sont interdites à l'épandage.

ARTICLE 3 -

Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170-2)

3-1 – La fabrication des produits (fientes déshydratées) sera réalisée :

- par un système de présechage des fientes dans les poulaillers à chaque étage des batteries de ponte ;
- par séchage et maturation des fientes dans un hangar aménagé d'une surface de 720 m² permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3-2 – Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fientes déshydratées Norme NFU 42001).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'Inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc...).

3-3 – Destinataire des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

3-4 Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- nature ;
- nom du transporteur ;
- quantité en tonnes et en m³.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les informations définies ci-dessus ;
- les originaux des bons d'enlèvement ;
- un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (SUNFEED) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (70.800 poules pondeuses).

ARTICLE 4 -

Les travaux prévus au point 3-1 (équipement du poulailler P3 en préséchage des fientes et hangar de stockage des fientes) seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 6 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de SAINT THELO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'EARL DE LA GRANDE RUE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL DE LA GRANDE RUE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 29 mars 1982 susvisé.

ARTICLE 10 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de SAINT THELO
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie
sera adressée à l'EARL DE LA GRANDE RUE pour être conservée en permanence par
l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police
ainsi qu'aux maires de GRACEUZEL, SAINT HERVE, UZEL pour information.

SAINT-BRIEUC, le

18 DEC. 2000

LE PREFET,

Signé: Jacques BARTHELEMY

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau



Christian RAYMOND